# Les personnels continuent de refuser les projets de loi Blanquer et Darmanin

Editorial du Syndicaliste des Lycées et Collèges n° 429 de juin 2019
par Edith Bouratchik, *secrétaire générale*

Construire une riposte d'ensemble contre les réformes du baccalauréat, du lycée, *Parcoursup*, contre la destruction de nos statuts, de nos droits, de nos conditions de travail constitue l'exigence de tous les personnels. Aussi nous faut-il poursuivre toutes les discussions pour construire le rapport de force contre le gouvernement, ses lois et projets inacceptables. L'Education nationale et la Fonction publique sont attaquées comme jamais. Alors que la mobilisation sociale sous toutes ses formes - grèves dans le public, le privé, manifestations des gilets jaunes - se poursuit, la décision du Président de la République, relayée par le Premier ministre le 12 juin dans son discours de politique générale accélèrant l'acte II du quinquennat, est tout simplement inacceptable. C'est un déni de ce qui se passe dans les mobilisations, les revendications portées. Les mobilisations, dans le second comme dans le premier degré, montrent que partout les personnels cherchent à juste titre les moyens de satisfaire leurs revendications.

Réforme du lycée et du baccalauréat, fusion des écoles et des collèges, formations obligatoires pendant les congés et hors du temps de travail, recrutement d'AED comme enseignants ou CPE, etc, ces réformes sont insupportables et rejetées. Elles frappent tous les personnels qui, depuis des mois, expriment leur opposition à ces régressions par leur forte mobilisation.
La réforme du lycée et du baccalauréat concerne tout le monde. C'est la dernière étape vers les diplômes « maison » et vers le contrôle continu et son cortège de complication, de taches supplémentaires. Ce dernier est déjà appliqué en collège depuis des années, a-t-il *« remusclé »* le DNB ? Appliqué au baccalauréat cela ne peut qu'affaiblir les diplômes nationaux et l'enseignement disciplinaire dans les collèges et les lycées. Ces réformes transforment les professeurs en VRP de leur discipline, les dressent les uns contre les autres pour obtenir l'enseignement de spécialité, des groupes dédoublés. L'instruction ce n'est pas la bagarre entre les disciplines. Elle doit être garantie dans tous les lycées avec les mêmes horaires, les mêmes programmes.
La réalité de ces réformes c'est la mise en place d'un tri social et la remise en cause de l'accès à la filière de son choix.

Nous sommes tous attachés à la réussite des élèves. Or ces réformes dévoient le travail de tous les professeurs, de tous les personnels, et menacent de détruire la relation de confiance entre les élèves, les familles et leurs professeurs, les CPE, les PsyEN-EDO. Nous ne voulons pas dire à nos élèves « ta spécialité n'existe pas ici, ce n'est pas grave, il te reste le CNED ».
Ensemble, nous refusons les pressions, la mise en concurrence des personnels, des disciplines, la remise en cause de la liberté pédagogique et d'expression, les conditions de travail devenues insupportables et la répression. Ce que veut imposer le ministre c'est : *« devoir d'exemplarité et d'engagement »,* PPCR, 1 607 heures pour tous, moins de postes de titulaires, la généralisation de l'emploi contractuel, des salaires de misère... Pour tous, la coupe est pleine !

## Le gouvernement ne nous laisse pas d'autre choix que le rapport de force pour le faire reculer

Les contre-réformes se poursuivent dans le plus grand mépris du gouvernement. Depuis des mois, dans les lycées et les collèges, dans les AG de ville, les personnels se réunissent pour exprimer avec force leur ras-le-bol et leur rejet des réformes d'un ministre invariablement sourd aux revendications. La seule réponse aux revendications, c'est la répression des personnels qui manifestent.

## Les personnels veulent gagner, ils veulent l'action efficace

Les personnels ont fait grève à plusieurs reprises. Comme il l'a fait avant et pendant les grèves et mobilisations des 19 mars, 30 mars, 4 avril, 9 mai, le SNFOLC invite les personnels à unir leurs forces et à discuter des suites à donner.
Le SNFOLC a déposé un préavis de grève pour tout le mois de juin car c'est avant, pendant et après le début des épreuves que se pose la question de la grève pour gagner.
Le SNFOLC est partie prenante des AG qui se réunissent et qui cherchent le moyen d'en découdre avec le gouvernement. Il soutient toutes les initiatives pour faire reculer le ministre Blanquer et les AG qui décident de s'engager dans la grève.

## Nous pouvons gagner !

Nous nous engageons dans cette bataille. Elle a lieu dans toute la France . Donnons-lui corps car les personnels ne se résignent pas. Dans les jours qui viennent, multiplions nos interventions et les prises de position dans les collèges, lors de épreuves du baccalauréat, dans les surveillances, les jurys. Préparons ainsi et aussi la rentrée combative que nous souhaitons.

SNFOLC Siège national
6-8 rue Gaston Lauriau - 93513 Montreuil-sous-Bois Cedex
Tél. : 01 56 93 22 44
snfolc.national@fo-fnecfp.fr
Site Internet du SNFOLC :
www.fo-snfolc.fr